

Il est «moins une» pour les océans



DENIS DUFRESNE
denis.dufresne@latribune.qc.ca

Un nouveau rapport scientifique, un autre, démontre que l'état de santé des océans est tel que nous risquons d'assister à l'extinction de plusieurs espèces marines et même à la perte d'écosystèmes complets.

Ce n'est pas la première fois que des scientifiques sonnent l'alarme à ce sujet.

Mais, cette fois-ci, un groupe d'experts internationaux en biologie marine, réunis en avril dernier à l'initiative du Programme international sur l'état des océans (IPSO) et de l'Union pour la conservation de la nature (UCN), à l'université d'Oxford, en Angleterre, juge que la situation est critique.

Après avoir passé en revue des études récentes, les experts disent avoir la preuve «que les effets des changements climatiques, jumelés à d'autres impacts causés par les activités humaines, dont la surpêche et l'apport de nutriments agricoles, ont déjà causé un déclin dramatique des océans».

«Faute d'agir maintenant, soutiennent-ils, les conséquences de nos activités risquent fortement d'engendrer, en raison des effets combinés des changements climatiques, de la surexploitation, de la pollution et de la destruction des habitats, la prochaine extinction significative dans les océans».

On peut bien sûr ne pas être d'accord avec les prévisions quasi apocalyptiques des chercheurs, mais leurs observations sont sidérantes.

Océanographe à l'Université de Sherbrooke, Yannick Huot, prend avec un grain de sel les «extrapolations» du groupe mais juge que ses constats sont justes: «Nos océans, dit-il, sont dans un très mauvais état et on ne réalise pas nécessairement l'ampleur de cela».

Le groupe presse évidemment les gouvernements d'entreprendre d'urgence des actions vigoureuses pour stopper la dégradation des écosystèmes marins.

Car la dégradation de l'environnement engendre d'énormes coûts socio-économiques.

On n'a qu'à imaginer l'impact sur l'industrie des pêches à travers le monde de la disparition massive d'espèces de poissons, sans compter le coût des mesures d'adaptation.

Évidemment, les solutions pour stopper le déclin des océans et permettre aux écosys-

tèmes de se régénérer existent.

Il ne manque que la volonté des citoyens et des gouvernements.

Le groupe de scientifiques propose notamment de stopper la surpêche et d'interdire les pêches non respectueuses des principes du développement durable.

Il prône également un contrôle sévère des polluants et des produits toxiques actuellement déversés dans les océans et estime qu'il faut éviter le plus possible l'exploitation des gisements de gaz et de pétrole en mer.

De nombreux pays, dont le Canada, ont déjà adopté de politiques de développement durable et de gestion intégrée des océans.

En 2004, Ottawa s'est même donné un plan d'action axé sur le développement des technologies océaniques, la création de zones de protection marine et le renforcement des règles pour la pêche.

Il s'agit sûrement d'un pas dans la bonne direction. Mais est-ce suffisant?

Visiblement, une action mieux concertée entre les différents pays, voire la création d'un organisme supranational chargé d'établir de nouvelles normes et réglementations, s'impose.

L'humanité dépend en bonne partie des océans pour sa survie et toutes les activités humaines ont un impact sur ceux-ci.

Des changements radicaux s'imposent donc autant dans notre consommation que dans nos habitudes de vie.

On peut bien sûr se demander comment l'humanité a pu laisser la situation se dégrader à ce point.

Mais la véritable question est: que faudra-t-il pour enfin convaincre les gouvernements de la planète d'agir afin d'éviter la catastrophe?

POUR NOUS ÉCRIRE

La Tribune invite ses lecteurs à réagir à l'actualité dans cette page. Les lettres courtes seront privilégiées et la direction se réserve le droit d'abrégier les documents.

Ne seront publiées que les lettres portant le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de leur auteur. Seuls le nom et le lieu de résidence apparaîtront toutefois dans le journal.

Envoyez vos documents:

Courriel: redaction@latribune.qc.ca

Télécopieur: 819 564-8098

Poste: Opinions des lecteurs,
1950, rue Roy, Sherbrooke,
Québec, J1K 2X8.

UNE 5e DÉFECTION AU PARTI QUÉBÉCOIS



hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

Tribune libre

Ce pays que nous voulons construire

Au moment de célébrer notre Fête nationale du Québec, une réflexion s'impose quant à l'avenir du projet de pays qui a animé notre parcours au cours des 40 dernières années. Le désir collectif d'émancipation et nos rêves de liberté sont-ils toujours au coeur du développement de la société québécoise? Surtout, le discours et l'approche préconisée pour promouvoir notre indépendance sont-ils adaptés à la population québécoise du 21^e siècle?

La prédominance d'une économie mondialisée joue un rôle important dans notre conception de la nécessité à devenir un peuple souverain. Les questions de monnaie, de partenariats financiers et du rapport exportation-importation sont désormais centrales pour le développement des pays. L'hypothèse d'une devise unique en Amérique du Nord (incluant le Mexique) fait régulièrement surface. La compétition entre les pays pour attirer ou conserver des entreprises est empreinte d'agressivité comme nous le démontre notamment le départ d'Électrolux de l'Assomption.

Plus près de nous, la relation avec le gouvernement fédéral

n'est plus la même, ce qui impose un changement de discours et de forme. Le temps où les conflits avec Ottawa nourrissaient notre quête est révolu comme en fait foi notre statut de province malgré 40 ans d'efforts et deux référendums. La stratégie d'opposition systématique ou selon les intérêts du moment ne peut plus justifier une séparation du Canada comme le démontre le résultat des élections du 2 mai dernier. Les Québécois n'ont plus envie de confrontations et surtout d'être cantonnés dans le rôle de victimes. Bref, un important devoir d'introspection est essentiel à la réalisation du projet de souveraineté.

D'abord, la principale condition pour que le Québec assouvisse son désir de liberté réside dans le constat que la réalisation de ce projet devra être mue par un désir de changement par l'intérieur. Le peuple québécois a prouvé à maintes reprises sa capacité d'agir et son incroyable résilience.

Nous avons su développer une société solidaire, autonome en matière énergétique et fière de sa langue et de sa culture au cours de notre Révolution tranquille. Notre défi aujourd'hui est donc

de faire honneur à ce glorieux passé et de voir à l'élaboration du Québec de l'avenir.

Modernisons notre vision et consacrons nos forces à l'évolution d'un pays de projets. Cette tâche stimulante, entreprise collectivement, est notre voie d'avenir. Érigeons un Québec qui dépassera son statut de producteur d'énergie propre pour développer une nouvelle économie basée sur les énergies vertes. Oeuurons pour un Québec où la redistribution de nos richesses contribuera au maintien et au développement de nos services publics et où l'égalité des chances et l'équité dépasseront la notion de formule. Aspirons à un Québec démocratique où le système électoral sera représentatif et où nos élus-es porteront les intérêts des citoyens.

Ce Québec sera à la hauteur des défis technologiques, environnementaux et sociaux du 21^e siècle. Ce Québec sera le reflet d'une riche histoire tout en étant résolument tourné vers l'avenir.

Un pays de projets, ça se bâtit. Et si on commençait aujourd'hui?

Christian Bibeau
Sherbrooke